



Département territoires, environnement et acteurs Cirad-tera

**Rapport de mission en Côte d'Ivoire
du 26/07/99 au 2/08/99**

**Etat des lieux préalable au lancement
du projet de recherche
sur l'approvisionnement en intrants des
plantations villageoises de palmier à huile en
Côte d'Ivoire
en collaboration avec
un agro-industriel (PALMAFRIQUE) et
un industriel des engrais (HYDROCHEM Côte
d'Ivoire)**

Sophia TAZI
Août 1999
TERA N° 63/99
Programme Espaces Ressources

Mots clés

Palmier à huile, Côte d'Ivoire, Intrants, Plantations villageoises.

Résumé

La privatisation de la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire, lancée il y a deux ans, et le désengagement de l'état met Palmafrique (ex Palmindustrie) dans une situation difficile.

Palmafrique est encore aujourd'hui obligée d'approvisionner les planteurs en intrants, mais n'a pas la surface financière nécessaire. Par ailleurs, elle se trouve désavantagée face à la concurrence dite «déloyale» qui offre des prix concurrentiels (puisque'ils ne supportent aucun prélèvement : FER reversé à l'état, coût des intrants). Les cours internationaux de l'huile de palme ayant chuté de moitié depuis janvier 99, Palmafrique est en situation de crise. En effet, actuellement elle paierait le régime plus cher qu'elle ne vend l'huile, la chute n'ayant pas encore été répercutée sur les prix d'achat des régimes.

Le souci de Palmafrique est de fidéliser les planteurs, d'une part en assurant des services de qualité, et d'autre part en accompagnant les planteurs dans cette phase transitoire d'organisation en coopératives leur permettant de prendre le relais pour l'approvisionnement en intrants avec les aspects financiers qui y sont associés.

de M. Marchant, Directeur Général, de Palmafrique, a manifesté son souhait de réaliser une opération pilote de distribution d'engrais sur un échantillon représentatif de plantations et un suivi étroit en terme de mise en place de l'engrais, entretien de la plantation, collecte, suivi également de leurs dépenses et recettes pour détecter les périodes où des flux de trésorerie importants permettent une solvabilité. Cela permettra de comprendre les stratégies des planteurs et les problèmes auxquels ils font face dans leur relation avec l'agro-industrie.

HYDROCHEM Côte d'Ivoire, s'intéresse au marché de l'engrais palmier qui aurait un certain potentiel de développement. Ils sont également intéressés par la méthodologie d'analyse qui pourrait être appliquée à d'autres cultures.

Objectifs de la mission

Mise en place du projet : « Approvisionnement en intrants des plantations villageoises de palmier à huile en Côte d'Ivoire »

Rôle des organisations paysannes, financement, services d'encadrement, relations planteurs/agro-industrie...)

Rencontre avec les différents partenaires industriels et institutionnels ainsi qu'avec les planteurs pour :

♦ **faire un état des lieux de**

la situation actuelle de l'industrie de l'huile de palme et de la culture du palmier de manière générale (pratiques culturelles, problèmes généraux), de l'adhésion effective des interlocuteurs concernés par l'étude au projet tel qu'il a été défini initialement (vérification des objectifs)

l'état d'avancement vers une prise en main des O.P.A. des aspects approvisionnement en intrants et services d'encadrement

- ♦ **Faire confirmer l'enveloppe budgétaire** promise par le prédécesseur de l'actuel D.G. de Palmafrrique dans une situation critique où le cours de l'huile de palme au niveau international est passé de 650 \$/T en janvier 1999 à 280\$/T aujourd'hui (!) et où l'actuel D.G est en poste depuis le 23 juillet 99.

- ♦ **S'assurer des conditions logistiques et d'encadrement** dont bénéficiera Lisa LAROUSSI, thésarde en co-tutelle avec l'Université Paris II, actuellement en stage de préparation du projet avec Sophia TAZI, lors de sa mission de vingt mois sur le terrain.

- ♦ **« Recadrer » l'étude** par rapport à l'évolution de la situation depuis la définition du projet dix huit mois auparavant.

SYNTHESE

La privatisation de la filière palmier à huile en Côte d'Ivoire lancée il y a deux ans et le désengagement de l'état met PALMAFRIQUE (ex PALMINDUSTRIE) dans une situation difficile : la transition est d'autant plus difficile à vivre que :

PALMAFRIQUE conserve une responsabilité vis à vis des planteurs qu'elle a assisté pendant de longues années par le biais d'un encadrement étroit, un approvisionnement systématique en engrais, l'entretien des pistes, l'engagement à prendre la totalité de la production...

On avait sous-estimé la période de transition nécessaire pour permettre aux planteurs de s'organiser en coopératives pour prendre en charge un certain nombre de fonctions, notamment l'approvisionnement en intrants et la solvabilité que cela nécessite...

En effet, il est nécessaire de faire évoluer les mentalités d'« assistés » des planteurs et leur refus de payer ce qui était « gratuit » à leurs yeux (puisque'ils n'avançaient pas d'argent pour l'engrais par exemple, le coût étant récupéré sur le prix à la production).

PALMAFRIQUE est encore aujourd'hui obligée d'approvisionner les planteurs en intrants, mais n'a pas la surface financière nécessaire. Par ailleurs, elle se trouve désavantagée face à la concurrence dite "« déloyale » qui achète une partie de la production des planteurs villageois qui dépendent des EAI de PALMAFRIQUE en offrant des prix forcément concurrentiels (aucune contrainte de service public) puisqu'ils ne supportent aucun prélèvement contrairement à ceux offert par PALMAFRIQUE qui supportent le prélèvement du FER (encore versé à l'état) et le coût des intrants avancés.

Aucun engagement formel n'oblige les planteurs à livrer à PALMAFRIQUE.

Autres facteurs qui désavantagent PALMAFRIQUE par rapport à d'autres agro-industriels concurrents : certains dysfonctionnements perçus au niveau de la collecte, des délais de paiement (retards considérables...)

Des rapports de force se sont alors créés entre PALMAFRIQUE et les planteurs, PALMAFRIQUE exigeant un certain niveau de rendement pour approvisionner en intrants, partant du postulat qu'un rendement inférieur à 7 T/ha ne permet pas au planteur de rembourser son crédit intrants (plancher revu à la baisse pour raison de sécheresse : 5T/ha).

Les planteurs ne figurant pas sur les listing pour recevoir de l'intrant se sentant lésés et encore moins engagés vis à vis de PALMAFRIQUE. De plus certains d'entre eux se plaignent de n'en recevoir que pour la partie de leur terre qui a été plantée avec des plants sélectionnés, preuve à l'appui. L'autre partie de leur plantation n'ayant pas bénéficié de plants sélectionnés, ou l'ayant été mais de source non officiellement reconnue, serait ignorée par PALMAFRIQUE.

PALMAFRIQUE n'a plus aucune maîtrise de la situation, étant dans une situation contradictoire de société privée, portant encore le poids des charges de l'ex société étatique PALMINDUSTRIE (entretien des pistes, approvisionnement en intrants..., prélèvement du FER...) mais ne pouvant bénéficier d'aucun appui de la part de l'état (garanties...).

La concurrence est de plus en plus redoutable, une grande partie de la production irait sur les marchés parallèles (fabrication d'huile rouge de manière artisanale, qui connaît un réel engouement, et qui serait vendue également dans les pays voisins : Burkina, Mali..., et chez les agro- industriels concurrents qui bénéficient de la souplesse liée à leur circuit « court ».

Les cours internationaux de l'huile de palme ayant chuté de moitié depuis janvier 99, PALMAFRIQUE est en situation de crise. En effet, actuellement, elle paye le régime plus cher qu'elle ne vend l'huile !! la chute n'ayant pas encore été répercutée sur les prix d'achat des régimes, d'où une perte d'argent considérable.

Aujourd'hui PALMAFRIQUE est engagée dans une opération « clé en main » sur deux à trois ans, qui correspond à une convention tripartite : Etat-Promoteur- PALMAFRIQUE et qui permet de réaliser des plantations : fourniture de plants sélectionnés, approvisionnement en intrants pendant les trois premières années précédant l'entrée en production. Le promoteur doit justifier de la propriété foncière du terrain. Une étude permet de s'assurer que le terrain est propice (nature du sol, précédent cultural...). Le remboursement intervient à partir de la 5^{ème} année, et est étalé sur 10 ans avec un taux d'intérêt de 8%.

Le souci de PALMAFRIQUE est de fidéliser ses planteurs, d'une part en assurant des services de qualité lui permettant d'être concurrentielle, et d'autre part en accompagnant les planteurs dans cette phase transitoire d'organisation en coopératives prenant le relais pour l'approvisionnement en intrants avec les aspects financiers qui y sont associés, ainsi que l'information, la sensibilisation des adhérents...

PALMAFRIQUE se dit prête à penser à l'intensification pour améliorer les rendements et donc la production, une fois les fournisseurs fidélisés. De nouvelles doses pourraient alors être testées voire de nouvelles formules...

Planning de la semaine

Lundi 26 juillet

8h30 : Réunion avec Emmanuelle CHEYNS pour information suite à ses deux mois de terrain

La situation par rapport aux institutions ivoiriennes rencontrées, les contacts pris (avec Palmafrrique, APPCI...)

10h : Réunion avec Patrice DE VERNOU et Emmanuelle CHEYNS

Discussion sur le projet (présentation du contrat de cofinancement qui sera proposé aux partenaires industriels) et sur l'organisation de la mission (certains rendez-vous ont été pris sur ma demande par la délégation).

14h à 20h15 : Réunion de travail avec HYDROCHEM Côte d'Ivoire- André THISSEN (Dir. Com) et Renaud FATRAS (adjoint au Dir Com, chargé du suivi du projet)

Discussion sur les objectifs de l'étude et les résultats escomptés pour HCI

Etude du contrat de co- financement (les termes...)

Visite de l'usine de fabrication d'engrais

En vue de préparer une réunion tripartite Palmafrrique-CIRAD-HCI : Etude et réaménagement du budget permettant de baisser la participation financière de Palmafrrique à un niveau équivalent à celle de HCI et en modifiant la répartition des charges en faisant figurer à la charge de HCI les missions d'appui et billets d'avion et à la charge de Palmafrrique les indemnités de l'équipe d'économistes sur le terrain .

Mardi 27 juillet 1999

9h : Réunion DE VERNOU, Sophia TAZI, FATRAS et THISSEN de HCI à la Délégation du CIRAD

Première rencontre des partenaires HCI avec Patrice DE VERNOU, pour préparer la réunion tripartite

10 h : Réunion à Palmafrrique Sophia TAZI, DE VERNOU, KOUAME, YAOKRA et AMEHOUME (Dir. Production agricole Palmafrrique)

Présentation du contrat de cofinancement, discussion autour du projet (objectifs, produits attendus compte tenu des problèmes auxquels Palmafrrique fait face aujourd'hui, demande de rendez-vous avec M. MARCHANT, nouveau D.G. et en présence de HCI (THISSEN)

Deux éléments se sont dégagés :

- urgence de solutions pour le financement des intrants par les planteurs,
- nécessité de changer la mentalité des planteurs vers un esprit d'entreprise et une notion de responsabilité pour chasser les habitudes liées à l'assistance pendant longtemps par Palmindustrie.

15h : Réunion Sophia TAZI et professeur Pierre Roche SEKA (contact prof. ALBAGLI, directeur de thèse de Lisa Laroussi à Paris II) de la faculté de gestion d'Abidjan, fondateur du CEDIMES Abidjan qui démarre ses activités en septembre 99, Conseiller du ministre de la fonction publique au ministère
Information sur le projet, les objectifs, l'organisation prévue, recueil des attentes du CEDIMES et de leurs engagements .

17h : Retour à la Délégation, travail sur le budget.

Mercredi 28 juillet 1999

7h30 Départ sur le terrain avec Palmafrique- EAI de DABOU, S. TAZI, E. CHEYNS, AMEHOUME (DPA, chargé des relations avec les coopératives)

Rencontre avec chef d'EAI, des encadreurs de Plantations villageoises puis au village de Sikensi avec le président et vice-président de PALMCODECI, OPA de palmiers à huile en cours de création, des planteurs, un autre encadreur.

Présentation de notre projet, recueil de leurs problèmes en tant que planteurs et que fournisseurs de Palmafrique (relations avec l'agro- industrie...), leur perception de l'évolution actuelle...

17h à 20h30 : Réunion de travail S. TAZI, R. FATRAS à HCI : Approche agronomique du projet.

Jeudi 29 juillet 1999

9h : Réunion à Palmafrique avec la D.P.A : M. KOUAME, M. AMEHOUME et M. YAOKRA, M. FATRAS de Hydrochem Côte d'Ivoire préalablement à la réunion tripartite HCI- Palmafrique- CIRAD prévue le jour- même à 16h.

11h : RDV à la FASEG avec collègues CEDIMES du professeur Pierre Roche SEKA au sujet de leur implication dans le projet (possibilités d'encadrement...). Rencontre avec M. DROU , agro- économiste.

16h : Réunion tripartite HCI- Palmafrique- CIRAD : M. MARCHANT (D.G. Palmafrique), M. THISSEN (Dir Com HCI), M. DE VERNOU, S. TAZI.

La DPA a rendu compte à M. Marchant de l'ensemble des entretiens que nous avons eu avec eux et des tenants et aboutissants de l'étude proposée.

S. TAZI a développé un argumentaire autour du projet, en expliquant la genèse et présentant les modifications prévues compte tenu de la situation actuelle (budget revu à la baisse...), ainsi que les perspectives entrevues.

M. MARCHANT a exprimé son embarras lié à l'engagement de son prédécesseur dans une période où Palmafrique est en extrême difficulté (baisse du cours international de l'huile de palme de moitié en quelques mois). Il a cependant manifesté son intérêt pour le projet dans la mesure où il serait défini autrement compte tenu des problèmes réels auxquels Palmafrique fait face. Il a proposé un repas le soir- même pour discuter autour d'une table des solutions possibles pour ne pas couper court à ce projet.

20h30 : Dîner avec M. THISSEN, M. FATRAS (HCI), M. DE VERNOU, M. MARCHANT, S. TAZI.

Au fil des discussions, il est apparu clairement que la grande préoccupation actuelle de Palmafrique est non pas d'accroître la production (par le fait d'un accroissement des rendements) car cela n'est nullement un gage pour eux de récupérer le supplément de production. Chose qui pose d'autant plus de problème que malgré la privatisation lancée il y a deux ans, les organisations paysannes sont loin d'être assez organisées pour prendre le relais en matière d'approvisionnement en intrants des plantations mais aussi en terme de services tels que l'entretien des pistes, la collecte...ce qui oblige Palmafrique à continuer dans l'immédiat à « avancer » les intrants sans aucune garantie d'en récupérer le coût par une retenue sur le prix à la production puisqu'une partie importante de la production serait vendue sur les marchés parallèles et qu'à l'heure actuelle, Palmafrique fait face à la concurrence redoutable et déloyale d'huiliers qui proposent un prix d'autant plus intéressant aux planteurs qu'ils n'est soumis à aucune retenue et à aucun prélèvement du type FER (que Palmafrique est encore tenue de collecter pour l'état)

A l'heure actuelle Palmafrique est contrainte de fournir les engrais...mais ne dispose pas de la surface financière qui le permet. De plus, l'état complètement désengagé, n'apporte aucune garantie quant au crédit par contre réclame le reversement du FER.

Palmafrique a décidé depuis deux ans de ne fournir de l'engrais qu'aux plantations, qui selon la production livrée et la surface de plantation déclarée (chiffres très douteux), présentaient un rendement minimum de 7T/ ha. En 98/99, une pluviométrie insuffisante a justifié une révision à la baisse de ce plancher : 5 T/ha. Cette décision est issue du calcul selon lequel en-deçà de ce rendement, le planteur aurait un revenu insuffisant pour rembourser.

Cette « sélection » de plantations estimées aptes à recevoir de l'engrais a engendré des conflits et une forte réprobation de la part des planteurs qui « affichent » un rendement moins important : ils revendiquent un droit à recevoir de l'engrais pour améliorer justement leur rendement. Ils ont du mal à comprendre ce revirement de situation par rapport à la situation qu'ils avaient il y a à peine deux ans, où ils recevaient systématiquement de l'engrais « gratuitement » sans en avoir fait la demande, et sans être complètement convaincus des retombées positives de ces engrais. Aujourd'hui, ils sont convaincus des hausses de rendement que l'apport d'engrais permet (le rendement doublerait selon leurs dires), mais n'en reçoivent plus systématiquement.

Les questions de M. MARCHANT sont :

- Comment fidéliser nos fournisseurs (planteurs) de manière à s'assurer que la production nous revienne ?
- Comment les aider à s'organiser pour assurer le financement de leurs approvisionnements en intrants ? Quels services d'encadrement proposer pour satisfaire les fournisseurs, et contre- carer la concurrence ?
- A quel moment les planteurs disposent d'une trésorerie suffisante leur permettant de rembourser leur crédit ?

M. MARCHANT a manifesté son souhait, de réaliser dans le cadre du projet, une **opération pilote de distribution d'engrais** sur un échantillon représentatif des plantations et un suivi étroit en terme de mise en place de l'engrais (respectent-ils les consignes en terme de quantités méthodes d'épandage...), entretien de la plantation (désherbage, élagage...), collecte, suivi également de leurs dépenses et recettes pour détecter les périodes où les flux de trésorerie sont importants, comprendre leurs stratégies et comportement et les problèmes auxquels ils font face (ou prétendent faire face) dans leur relation en tant que fournisseur de l'agro- industrie.

En fin de soirée, M. MARCHANT a accepté que j'assiste en tant qu'observatrice à sa première réunion avec les organisations de planteurs le lendemain matin. Il a également précisé qu'il donnera les directives nécessaires à sa DPA pour que nous puissions revoir le projet afin qu'il réponde aux attentes qu'il a énoncées.

M. MARCHANT pense qu'une fois que les planteurs seront fidélisés, nous pourrons se préoccuper d'accroître leur production puisqu'à ce moment là, elle reviendrait à Palmafrique.

Vendredi 30 juillet 1999

10h30 : S. TAZI a assisté au débat Palmafrique/ OPA en présence de la DPA et du D.G.

A la fin de la réunion, elle s'est présentée aux OPA et a expliqué l'intérêt du CIRAD pour cette phase d'organisation des OPA et le projet prévu pour faire avancer les choses. Les représentants des OPA ont manifesté beaucoup d'intérêt pour ce projet et se sont dits prêts à collaborer et à nous accueillir pour nous transmettre leurs préoccupations, leurs suggestions et recueillir les nôtres.

15 h : Réunion de travail sur le projet pour une « redéfinition » avec la DPA : M. AMEHOUME et M. YAOKRA , M. FATRAS de Hydrochem Côte d'Ivoire, S. TAZI.

Reformulation du projet et réflexion générale sur les grandes lignes du contenu.

Il a été convenu à la fin de la réunion que nous resterons en contact pour préciser tout cela .

S. TAZI doit faire une nouvelle proposition avec un nouveau budget et la présenter, après concertation avec la DPA et HAIF à M. MARCHANT pour accord.

Le titre général de l'étude serait :

« La problématique des plantations villageoises de palmier à huile en Côte d'Ivoire - Approvisionnement en intrants et services d'encadrement ».

BILAN DE LA MISSION

Acquisition de connaissances sur :

- La situation actuelle de la culture du palmier à huile en Côte d'Ivoire (aspects agronomiques, économiques, sociaux...), le fonctionnement de Palmafrique pour les aspects encadrement des planteurs et relations avec planteurs, opérations en cours...

- Les différents partenaires industriels et les coopératives

Acquisition de contacts à différents niveaux chez Palmafrique, Hydrochem Côte d'Ivoire et les OPA, ainsi qu'à l'université d'Abidjan et mobilisation de ressources humaines pour l'encadrement de l'équipe terrain et le suivi de l'étude ;

Séances de travail avec les différents partenaires : recueil et intégration de leur demande, les contraintes et perspectives du projet, négociation des clauses du contrat de cofinancement et de certains éléments du budget ;

Appropriation du projet par la Direction de la Production Agricole (DPA) de Palmafrique (initialement exclue dans la phase d'élaboration du projet) et adhésion de M. MARCHANT, D.G. (avec une réserve par rapport au coût)

Adhésion des représentants des O.P.A. au projet.

Reformulation du projet pour intégrer la demande des industriels aujourd'hui, compte tenu des contraintes économiques et organisationnelles.

Lancement du projet sur de nouvelles bases : coopération avec DPA de Palmafrique.

Documents disponibles

- « Constitution d'une coopérative »

Loi N° 97-721 du 23 Décembre 1997 relative aux coopératives.

Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales de Côte d'Ivoire.

Septembre 1998 ;

- **A.P.P.C.I. Les coopératives du Palmier à huile ;**

- **Formulaire de la « Convention tripartite de crédit , de commercialisation et de remboursement »
(projets 97/2002) Ministère délégué auprès du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales chargé de la promotion des jeunes exploitants agricoles
Cabinet du Ministre- Programme Exploitation Agricoles « clés en main ».
République de Côte d'Ivoire**

